

L'Equateur propose de limiter l'exploitation pétrolière de sa forêt moyennant compensation

LE MONDE | 10.12.08 |

En Amazonie, l'extraction de pétrole est-elle compatible avec la protection de l'environnement ? A en croire les Brésiliens, la région d'Urucu (Etat d'Amazonas), exploitée depuis vingt ans par l'entreprise nationale Petrobras, montre que les impératifs du développement et les exigences de l'écologie ne sont pas incompatibles. En revanche, les Equatoriens pointent du doigt les dégâts causés à la forêt et aux fleuves par des compagnies pétrolières étrangères peu regardantes.

Ces réponses opposées, toutes les deux basées sur l'expérience, expliquent sans doute pourquoi l'Equateur propose une solution qui relève presque de l'utopie. Quito est prêt à renoncer à extraire le pétrole de la réserve Yasuni-ITT (Ishpingo-Tambococha-Tipuni), en échange d'une compensation de la communauté internationale, équivalente à la moitié des recettes que pourrait en tirer l'Etat.

La proposition a été lancée par le président équatorien Rafael Correa, devant l'Assemblée générale des Nations unies, en 2007. L'idée a surpris, surtout de la part d'un membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Le brut représente plus de la moitié des exportations équatoriennes et un tiers des revenus de l'Etat.

100 000 BARILS PAR JOUR

Situé en Amazonie équatorienne, le parc national Yasuni contient des réserves évaluées à 920 millions de barils (20 % des richesses pétrolières du pays). Les compagnies Petrobras (Brésil), Repsol (Espagne) et Andes Petroleum (Chine) opèrent déjà dans les environs. Le potentiel du gisement est de 100 000 barils par

jour, durant treize ans. Renoncer à une telle manne suppose un manque à gagner de 720 millions de dollars par an, *"somme significative pour un petit pays de 13 millions d'habitants et près de 6 millions de pauvres"*, plaide M. Correa.

Au parc Yasuni vivent des communautés indigènes, qui ont choisi de rester isolées. Sur une surface d'un peu moins d'un million d'hectares de forêt humide tropicale, 4 000 espèces végétales, 173 mammifères différents et 610 espèces d'oiseaux ont été recensés. Outre la préservation de la biodiversité, laisser le brut au sous-sol vise à lutter contre le réchauffement climatique.

"Le modèle Yasuni-ITT évitera l'émission de 111 millions de tonnes de carbone provenant de la combustion de pétrole", précise M. Correa. Catholique de gauche, le président équatorien surfe sur la vague écologique. *"L'iniquité dans l'origine et la répartition des effets du changement global ne peuvent passer inaperçues dans le débat sur le réchauffement climatique"*, dit-il.

Quito a créé un fonds destiné à administrer les ressources provenant de la communauté internationale. L'argent obtenu pour préserver Yasuni serait investi dans des sources d'énergie alternatives et l'écotourisme. Le fonds pourrait être alimenté par des dons ou par des mécanismes d'échange de la dette extérieure. L'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, le Danemark, la Suède et la Norvège ont manifesté leur intérêt, depuis tempéré par la crise mondiale.

La réussite de l'initiative est aussi une question de crédibilité. Contrairement à ses trois prédécesseurs, qui n'ont pas fini leur mandat, M. Correa est parvenu à donner un minimum de stabilité au pays. Toutefois, l'Equateur vient de considérer *"illégitime"* un tiers de sa dette extérieure, ce qui entame son crédit auprès de la communauté internationale.

Paulo A. Paranagua